

19 déc 2003 -16:00

Conseil des Ministres du 19 décembre 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 19 décembre 2003, à partir de 9h30, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 19 décembre 2003, à partir de 9h30, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a tout d'abord annoncé qu'il avait envoyé, après les événements du Marly, une lettre au Gouvernement flamand, au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à la Ville de Bruxelles et à la Gouverneure à propos des responsabilités en matière de mesures de précaution. Le Premier Ministre veut tirer les leçons de cet événement pour l'avenir. Parmi la septantaine de dossiers traités par le Conseil des ministres, Guy Verhofstadt a, par ailleurs, mis en exergue, la célébration en 2004, du 60e anniversaire de la libération de la Belgique (communiqué 5), et les dossiers concernant la défense (communiqués 6 à 8). Le Conseil des Ministres a aussi adopté un projet d'arrêté royal relatif aux contributions dues à la Commission des jeux de hasard (communiqué 9). Il a noté la finalisation du projet Phénix pour la Justice (communiqué 11). Le Conseil a aussi approuvé un avant-projet de loi, qui modifie la loi portant diverses dispositions relatives à la sécurité routière (communiqué 14). Le mandat du Gouverneur de la BNB a été prolongé de 5 ans (communiqué 16). Des dossiers concernant des bâtiments publics ont été approuvés (communiqué 17 à 22). D'autre part, Guy Verhofstadt a annoncé une conférence de presse concernant la gestion durable de la mer du Nord des Ministres Moerman et Vande Lanotte, le 29 décembre 2003. Il a encore rappelé les mesures concernant le fonds de vieillissement (communiqué 29-30), la Loterie Nationale (communiqué 32-33-34), l'immatriculation des véhicules (communiqué 37), les chèques-services (communiqué 38), un système qui devrait déboucher sur 25.000 emplois supplémentaires d'ici à la fin 2005. Des mesures d'exécution de la loi-programme ont été prises (communiqué 40). Le Premier Ministre a aussi insisté sur l'avant-projet de loi relatif aux expérimentations sur la personne humaine (communiqué 48) et sur le projet d'arrêté relatif à la méthadone (communiqué 52). Autre point important pour le Premier Ministre, la diminution des taux de TVA sur des services à haute intensité de main d'œuvre (communiqué 62). Il a annoncé que la réflexion sur la diminution du taux de TVA dans le secteur Horeca se poursuit. Le Conseil des Ministres a encore approuvé le projet d'arrêté royal instaurant une déclaration libératoire unique, qui fixe notamment les conditions relatives à la nature ou aux modalités d'un investissement ou d'un réinvestissement de valeurs mobilières. Le Conseil des Ministres a également approuvé :- un projet d'arrêté royal relatif à l'Agence pour la simplification administrative (ASA) (communiqué 1) ;- le protocole en matière de communication et d'identité graphique des autorités fédérales (communiqué 4) ;- la conclusion d'un marché avec Télé Bruxelles pour la production et la diffusion de spots concernant l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale (communiqué 10) ;- un projet d'arrêté royal créant un service de Tutelles des mineurs étrangers non accompagnés au sein du SPF Justice. Ce projet exécute la loi-programme de décembre 2002 (communiqué 12) ;- un projet d'arrêté royal fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale (communiqué 15) ;- un projet d'arrêté royal relatif à la pondération des fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale (communiqué 23) ;- un projet d'arrêté royal fixant le statut administratif et pécuniaire du Président du Conseil fédéral de lutte contre le travail illégal et la fraude sociale ainsi que des membres du Comité fédéral de coordination (communiqué 25) ;- un projet d'arrêté royal relatif aux établissements scientifiques de l'Etat (communiqué 27) ;- la nomination des membres du Comité du suivi chargé des mécanismes liés aux provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales nucléaires (communiqué 28) ;- un projet d'arrêté royal portant approbation de la convention

fixant les modifications aux conditions du congé précédant la mise à la retraite à La Poste (communiqué 31) ;- un projet d'arrêté royal modifiant les statuts de Belgacom (communiqué 35) ;- un projet d'arrêté royal, modifiant l'arrêté royal portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand (communiqué 39) ;- un projet d'arrêté royal comportant la prolongation de dispense de certaines cotisations patronales au profit de certains employeurs lors d'engagement net supplémentaire dans des activités de recherche scientifique (communiqué 41) ;- deux projets d'arrêtés royaux relatifs au financement des hôpitaux (communiqué 43) ;- un projet d'arrêté royal portant des mesures d'exécution du maximum à facturer dans l'assurance soins de santé (communiqué 44) ;- un projet d'arrêté royal visant à réduire l'intervention personnelle des patients ayant un dossier médical global (communiqué 45) ;- un projet d'arrêté royal fixant une mesure de réduction du remboursement des fournitures pharmaceutiques (communiqué 46) ;- un projet d'arrêté royal et un avant-projet de loi, concernant la Déclaration Immédiate de l'Emploi (DIMONA) dans certains secteurs (communiqué 47) ;- un projet d'arrêté royal visant à réaliser les dispositions prises dans l'Accord National Médico-mutualiste du 19 décembre 2002 (communiqué 50) ;- un projet d'arrêté royal qui concrétise le soutien fédéral aux projets de recherche des Centres Collectifs (communiqué 54) ;- quatre mesures relatives aux prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz (communiqué 55-56) ;- un avant-projet de loi spéciale relatif à la compensation des pertes de revenus des communes suite à la suite de la libéralisation du marché de l'électricité (communiqué 57) ;- un avant-projet de loi modifiant l'article 200 du Code des taxes assimilées au timbre (communiqué 61) ;- un avenant à la convention conclue avec la ville de Gand dans le cadre de la Politique urbaine (communiqué 63) ;- une initiative d'aide aux populations victimes de conflits en Ingouchie (communiqué 65) ;- un avant-projet de loi impliquant l'adhésion de la Belgique à la convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine et au protocole relatif à cette convention (communiqué 66) ;- un avant-projet de loi portant assentiment à la convention concernant les agences d'emploi privées (communiqué 67) ;- un avant-projet de loi portant assentiment au Protocole 1997 relatif à la Convention Internationale pour la Prévention de la Pollution des Navires et dénommé MARPOL 1973 (communiqué 68).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be